

Département du Finistère
DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT, DE
L'AGRICULTURE, DE L'EAU ET DE
L'ENVIRONNEMENT

MARCHÉ PUBLIC
MARCHÉ DE FOURNITURES (Lot 1)
MARCHÉ DE SERVICES (Lots 2 & 3)

Mise en découverte du site du Hénan (3 lots)
(Commune de Névez - 29190)

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025DAEEHENAN

Date limite de remise des plis

24 / 06 / 2025 à 12 heures

1. OBJET DU CONTRAT

■ Acheteur :

Conseil départemental du Finistère

Direction de l'Aménagement, de l'Agriculture, de l'Eau et de l'Environnement

Représentant : Maël de Calan, Président du Conseil départemental

Adresse :

Conseil départemental du Finistère

DFP SAP

CS29029

32 Boulevard Duplex

29196 Quimper Cedex

Adresse du profil d'acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh>.

■ Description de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes :

Mise en découverte du site du Hénan – (3 lots) - (Commune de Névez - 29190)











Lot 1 : Fabrication, livraison et pose de mobiliers d'interprétation et d'éléments de signalétique

Lot 2 : Réalisation des illustrations du projet

Lot 3 : Création graphique des supports et médias

Code CPV	Libellé CPV
22314000-4	Dessins
34928400	Mobilier urbain
44175000-7	Panneaux
45233293-9	Installation de mobilier urbain
79822500	Services conception graphique
92312000	Services artistiques

■ Caractéristiques principales du contrat :

 Objet du contrat	Mise en découverte du site du Hénan – 3 lots (Commune de Névez - 29190)
 Acheteur	Département du Finistère
 Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures (lot 1) et de services (lots 2) Marché de services à tranches (lot 3)
 Structure	3 lots sur la consultation
 Lieu d'exécution	Commune de Névez (29190)
 Durée	24 Mois (maximum estimé)
 Développement durable	Clause environnementale
 Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
 Variation des prix	Révisibles (formule)
 Nature des prix	Prix forfaitaires

■ Allotissement :

La consultation est décomposée en 3 lots :

Objet

Lot n°1 : Fabrication, livraison et pose de mobiliers d'interprétation et d'éléments de signalétique : (CPV 44175000-7 : panneaux - 45233293-9 : Installation de mobilier urbain)

Lot n°2 : Réalisation des illustrations du projet : (CPV 22314000-4 : Dessins)

Lot n°3 : Création graphique des supports et médias : (CPV 22314000-4 : Dessins)

2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.megalis.bretagne.bzh> sous la référence n°**2025DAEEHENAN**
Les entreprises ne sont pas tenues de s'authentifier sur le site mais il est conseillé d'indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Acte d'engagement
- CCAP : Cahier des clauses administratives particulières
- CCTP : Cahier des clauses techniques particulières
- DPGF : Décomposition du prix global et forfaitaire
- Cadre du mémoire technique
- Plans
- Carnet de détails
- RC : Règlement de la consultation

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.
Le mandataire du groupement sera solidaire.

■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de **150 Jour(s)** à compter de la date limite de réception des offres.

3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

■ Options :

Les candidats devront proposer deux prestations supplémentaires éventuelles (PSE) obligatoires, tel que défini au CCTP pour le lot 1.

Pour le lot 1 : Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

- **Fabrication, fourniture et pose de 15 jalons directionnels / modèle 1 : corten et châtaignier**
- **Fabrication, fourniture et pose de 15 jalons directionnels / modèle 2 : châtaignier**

(Se référer au CCTP du lot 1)

Pour le lot 3 : Tranche optionnelle

Conception graphique d'un livret de traduction de l'offre de découverte en anglais

Cette tranche consiste à produire un livret de traduction en anglais, au format pdf, de l'ensemble des contenus de l'offre de médiation. Il s'agit d'adapter les maquettes graphiques des médias afin de permettre aux anglophones de profiter, in situ, des contenus et activités proposés.

L'analyse des offres se fera conformément aux orientations de la direction des affaires juridiques (DAJ).

■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalix.bretagne.bzh/entreprise>.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire.

En cas de signature électronique, le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation. Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et **signer les documents au format PAdES exclusivement.**

■ Contenu des plis :

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie), en l'absence de DUME
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie) en l'absence de DUME

Références fournitures et services	Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Moyens techniques	Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
DPGF	Décomposition du prix global et forfaitaire
Descriptions, photos	Descriptions et photographies des fournitures
Fiche technique	Fiche technique à joindre
Mémoire technique	Mémoire technique complété

■ Remise des offres électroniques :

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du

paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

■ **Mentions concernant le dépôt d'une copie de sauvegarde :**

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique, sur support papier ou sur support physique électronique.

Ce pli fermé, doit mentionner obligatoirement **la mention « copie de sauvegarde »**, ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Cette copie transmise sous pli cacheté par voie postale ou déposée contre récépissé, doit parvenir avant la date limite de remise des plis conformément aux modalités de transmission prévues ci-après.

L'enveloppe extérieure devra porter la mention suivante :

**« Mise en découverte du site du Hénan – 3 lots (Commune de Névez - 29190)
N° de lot en cas d'allotissement
COPIE DE SAUVEGARDE – NE PAS OUVRIR »**

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Conseil départemental du Finistère
DFP SAP
CS29029
32 Boulevard Dupleix
29196 Quimper Cedex

4. JUGEMENTS DES OFFRES ET ATTRIBUTION

■ **Critères de sélection des candidats :**

Les candidatures sont analysées et sélectionnées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Garanties techniques et financières	Garanties techniques et financières

■ **Critères de jugement des offres :**

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Pour le lot 1 : Fabrication, livraison et pose de mobiliers d'interprétation et d'éléments de signalétique

Critère	Complément
1. Prix (35 %)	Prix au vu de la DPGF
2. Valeur technique (65 %)	<ul style="list-style-type: none">✓ Respect des caractéristiques techniques et aspect esthétique du mobilier (25pts)✓ Méthode de fabrication, solutions techniques de fabrication du mobilier au regard de la commande, modalités de mise en œuvre de la pose en espaces naturels (25 pts)✓ Durée de garantie des mobiliers (15 pts)

Pour le lot 2 : Réalisation de l'ensemble des illustrations du projet

Critère	Complément
1. Prix (30 %)	Prix au vu de la DPGF
2. Valeur technique (30%)	✓ L'analyse de la commande, du contexte et de la démarche méthodologique dans le mémoire technique (15 pts) ✓ Organisation de la production, respect du calendrier (15 pts)
3. Qualité et adéquation de l'expérience de l'équipe projet au regard des attendus (40 %)	✓ Présenter l'expérience illustrée des membres de l'équipe projet (20 pts) ✓ Proposer des illustrations de qualité, cohérentes avec le besoin exprimé dans le CCTP (esthétisme/style proposé) (20 pts)

Pour le lot 3 : Création et exécution graphique des supports et médias

Critère	Complément
1. Prix (30 %)	Prix au vu de la DPGF
2. Valeur technique (30%)	✓ L'analyse de la commande, du contexte et de la démarche méthodologique dans le mémoire technique (15 pts) ✓ Organisation de la production, respect du calendrier (15 pts)
3. Qualité et adéquation de l'expérience de l'équipe projet au regard des attendus (40 %)	✓ Présenter l'expérience illustrée des membres de l'équipe projet (20 pts) ✓ Proposer des créations graphiques de qualité, cohérentes avec le besoin exprimé dans le CCTP (esthétisme/style proposé) (20 pts)

Discordance des prix : Marché à prix forfaitaire

Le prix global et forfaitaire est détaillé au moyen d'une décomposition qui en indique les éléments constitutifs. Le prix global de l'offre indiqué dans la décomposition du prix global forfaitaire sera le montant pris en compte pour la comparaison des offres et aura valeur contractuelle.

Toutefois, en cas d'erreur matérielle incontestable sur le calcul de ce montant total, le prix global forfaitaire pourra être modifié sous réserve de l'accord du candidat.

C'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour le jugement de l'offre et pour la signature du marché si le candidat est retenu.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.

■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. **Les négociations seront conduites par tout moyen (profil acheteur, entretien, téléphone, courriel).** Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit.

Le pouvoir adjudicateur pourra réduire le nombre de candidats invités à négocier à chaque phase de négociation.

A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

■ Justificatifs à fournir par l'attributaire :

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement signé	Acte d'engagement signé au format Pades (signature électronique) ou document original signé manuscritement à envoyer papier
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance
Attestation d'emploi ou non emploi de salariés étrangers	Attestation d'emploi ou non emploi de salariés étrangers
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoir de la personne habilitée	Pouvoir de la personne habilitée
Procès-verbal de la réunion du comité consacrée à l'examen du rapport annuel relatif à la situation générale de la santé, de la sécurité 2 et des conditions de travail de votre entreprise	Dans le cas où votre entreprise emploie au moins 11 salariés ainsi que du programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
RIB	RIB

5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats transmettront leurs questions au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, via le profil acheteur.

■ Voies et délais de recours

Les recours ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;

- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours doivent être adressés à :

Tribunal administratif de Rennes

3 contour de la Motte

35044 Rennes

Téléphone : 0223212828

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur dont l'adresse mail est la suivante : donneespersonnelles@finistere.fr ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.

Réutilisation des données : L'acheteur attire l'attention des candidats sur le fait que les adresses électroniques et coordonnées renseignées par ceux-ci pourront être utilisées par l'acheteur à des fins de prospection et d'actions de sourcing.



Documents et liens utiles :

[Code de la commande publique \(legifrance\)](#)

[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)

[Médiateur des entreprises](#)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)